

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204326]

3 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté ministériel relatif aux aides à l'agriculture biologique

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D.242, D.243 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique, les articles 3, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 4, 4, alinéa 2, 5, alinéa 2, 7, alinéa 2, 3^o, 8, alinéa 1^{er}, 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, et § 3, 13, alinéa 2, 15, 20, alinéas 2, 2^o, et 4 et 21, alinéa 2;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale réalisées les 26 février 2015 et 18 juin 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 2015;

Vu l'avis 57.817/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que des mesures doivent être prises afin de permettre l'application de la nouvelle programmation européenne;

Considérant le programme wallon de développement rural, tel qu'approuvé par le Gouvernement wallon et adopté par la Commission européenne le 20 juillet 2015, lequel doit être mis en œuvre,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux fins du présent arrêté, on entend par « l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 »: l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi des aides à l'agriculture biologique.

Art. 2. En application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, l'agriculteur introduit une demande d'aide au plus tard le 31 octobre de l'année précédant le début de son engagement.

En application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, l'organisme payeur envoie, au plus tard le 20 décembre précédant le début de son engagement, un courrier confirmant à l'agriculteur que sa demande d'aide est recevable ou irrecevable et que l'engagement démarre le 1^{er} janvier suivant.

Art. 3. En application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, l'organisme payeur informe l'agriculteur qu'il est dans sa dernière année d'engagement au plus tard un mois avant la fin du délai pour le dépôt de la demande d'aide visée à l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement.

Art. 4. En application de l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, l'organisme payeur notifie par un document la recevabilité ou l'irrecevabilité de la demande de paiement de l'agriculteur pour le 30 juin suivant l'introduction de la demande.

Art. 5. § 1^{er}. Les groupes de cultures mentionnés à l'article 8, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 sont établis comme suit :

1^o le groupe de cultures 1, intitulé « prairies et cultures fourragères » est composé des cultures suivantes :

- a. prairies permanentes;
- b. prairies temporaires;
- c. maïs ensilage;
- d. trèfles;
- e. luzerne;
- f. autres fourrages;
- g. parcelles de moins de 50 arbres par hectare en prairies;
- h. parcours volailles;
- i. parcours porcins;

2^o le groupe de cultures 2, intitulé « arboriculture, maraîchage et production de semences » est composé des cultures suivantes :

- a. maraîchères de pleine terre;

- b. maraîchères sous abris;
- c. plants fruitiers et plantes ornementales;
- d. plantes aromatiques;
- e. plantes médicinales;
- f. horticoles non comestibles;
- g. fruitières pluriannuelles;
- h. arboriculture fruitière de plus de 250 arbres par hectare;
- i. noisetier;
- j. noyer;
- k. houblon;
- l. vigne;
- m. ortie;
- n. angélique;
- o. toute culture et graminées fourragères destinées à produire des semences si l'agriculteur prouve la vente du produit comme « production de semences en mode biologique », ainsi que les plants de pommes de terre si l'agriculteur prouve la vente du produit comme « plants » et les fraisiers;

3° le groupe de cultures 3, intitulé « autres cultures » est composé des cultures suivantes :

- a. céréales à l'exception du maïs ensilage; pour le maïs grain, l'agriculteur prouve la vente ou l'autoconsommation pour ses animaux du produit comme « production maïs grain »;
- b. oléagineux;
- c. plantes à fibres;
- d. protéagineux;
- e. betteraves fourragères et sucrières;
- f. pommes de terre si l'agriculteur prouve la vente du produit comme « production de pomme de terre »;
- h. chicorées;
- i. arboriculture fruitière de haute tige de 50 à 250 arbres par hectare, inclus.

§ 2. Sont exclus des aides à la production biologique :

- 1° couvert naturel spontané;
- 2° couvert favorisant la faune;
- 3° cultures forestières à rotation courte;
- 4° miscanthus;
- 5° boisement de terres agricoles;
- 6° sapins de Noël;
- 7° tabac;
- 8° couvert à finalité environnementale rémunéré par des tiers privés (éoliennes,...);
- 9° jachère;
- 10° bande aménagée;
- 11° tourmière;
- 12° parcelle aménagée.

Art. 6. § 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 est applicable au groupe de culture 1, intitulé « prairies et cultures fourragères », prévu à l'article 3.

§ 2. Les coefficients visés à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 sont les suivants :

- 1° bovins de deux ans et plus, équins d'un an et plus : 1 UGB;
- 2° bovins de zéro à six mois : 0,4 UGB;
- 3° bovins de six mois à deux ans : 0,6 UGB;
- 4° ovins ou caprins de plus de six mois : 0,15 UGB;
- 5° cervidés de plus de six mois : 0,25 UGB.

§ 3. Le nombre déterminé d'UGB visé à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, est fixé à 0,6 UGB.

§ 4. En application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 2015, les porcins et la volaille sont assimilés à du bétail pâurant.

En ce qui concerne les volailles, le calcul de l'aide prend en compte la totalité des superficies de l'exploitation usitées pour le parcours de la volaille, et limitées aux seules superficies usitées pour le parcours de la volaille.

En ce qui concerne les porcins, le calcul de l'aide prend en compte les superficies de l'exploitation usitées pour le parcours des porcins, à concurrence du double de ces superficies.

Par « parcours », on entend les surfaces de l'exploitation utilisées comme espace de plein air auxquelles les animaux ont accès conformément aux dispositions visées à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Art. 7. Le montant de l'aide à la conversion visée à l'article 13, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 2015, est établi par tranche de superficie totale de l'ensemble des parcelles en conversion par groupe.

Pour le groupe de cultures 1, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- 1° 350 euros/ha pour les 60 premiers hectares;
- 2° 270 euros/ha au-delà du 60^e hectare.

Pour le groupe de cultures 2, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- 1° 1.050 euros/ha pour les 3 premiers hectares;
- 2° 900 euros/ha au-delà du 3^e hectare jusqu'au 14^e hectare;
- 3° 550 euros/ha au-delà du 14^e hectare.

Pour le groupe de cultures 3, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- 1° 550 euros/ha pour les 60 premiers hectares;
- 2° 390 euros/ha au-delà du 60^e hectare.

Art. 8. Conformément à l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, pour les trois groupes de cultures déterminés à l'article 5, § 1^{er}, le montant de l'aide au maintien est établi par tranche de superficie.

Pour le groupe de cultures 1, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- 1° 200 euros/ha pour les 60 premiers hectares;
- 2° 120 euros/ha au-delà du 60^e hectare.

Pour le groupe de cultures 2, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- 1° 900 euros/ha pour les 3 premiers hectares;
- 2° 750 euros/ha au-delà du 3^e ha jusqu'au 14^e ha;
- 3° 400 euros/ha au-delà du 14^e ha.

Pour le groupe de cultures 3, le montant de l'aide est fixé en fonction de l'étendue de la superficie totale de l'ensemble des parcelles considérées :

- 1° 400 euros/ha pour les 60 premiers hectares;
- 2° 240 euros/ha au-delà du 60^e hectare.

Art. 9. Les demandes d'extension, prévues à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon, sont introduites au moyen du formulaire de demande d'aide visé à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 2015.

Namur, le 3 septembre 2015.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204326]

3. SEPTEMBER 2015 — Ministerialerlass über die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243 und D.249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft, Artikel 3 § 1 Absatz 1 und 4, Artikel 4 Absatz 2, Artikel 5 Absatz 2, Artikel 7 Absatz 2 Ziffer 3, Artikel 8 Absatz 1, Artikel 11 § 1 Absatz 1, 2, 3 und 4 und § 3, Artikel 13 Absatz 2, Artikel 15, Artikel 20 Absatz 2 Ziffer 2 und Absatz 4, und Artikel 21 Absatz 2;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 26. Februar 2015 und 18. Juni 2015 abgehaltenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 15. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. September 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 19. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.817/2/V;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Durchführung der neuen europäischen Programmplanung zu ermöglichen;

In Erwägung des von der Wallonischen Regierung genehmigten und von der Europäischen Kommission am 20. Juli 2015 angenommenen wallonischen Programms zur Entwicklung des ländlichen Raums, welches einzuleiten ist,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015" den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 3 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 reicht der Landwirt spätestens am 31. Oktober des Jahres, das dem Beginn seiner Verpflichtung vorangeht, einen Antrag auf Beihilfe ein.

In Anwendung von Artikel 3 § 1 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 übersendet die Zahlstelle dem Landwirt spätestens am 20. Dezember vor Beginn seiner Verpflichtung ein Schreiben, in dem ihm bestätigt wird, ob sein Antrag zulässig ist oder nicht, und dass die Verpflichtung am kommenden 1. Januar beginnt.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 4 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 teilt die Zahlstelle dem Landwirt spätestens einen Monat vor Ablauf der zur Einreichung des in Artikel 4 Absatz 3 des Regierungserlasses genannten Beihilfeantrags festgelegten Frist mit, dass er sich im letzten Jahr seiner Verpflichtung befindet.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 5 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 stellt die Zahlstelle dem Landwirt bis zum 30. Juni nach Einreichung des Antrags ein Dokument zur Mitteilung der Zulässigkeit oder Unzulässigkeit seines Zahlungsantrags zu.

Art. 5 - § 1. Die in Artikel 8 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 genannten Kulturgruppen werden wie folgt festgelegt:

1° die Kulturgruppe 1, unter der Bezeichnung "Grünland und Futterpflanzen", besteht aus den folgenden Kulturen:

- a. Dauergrünland;
- b. Wechselgrünland;
- c. Silagemais;
- d. Klee;
- e. Luzerne;
- f. sonstige Futterpflanzen;
- g. Parzellen mit weniger als 50 Bäumen pro Hektar Grünland;
- h. Auslaufflächen für Geflügel;
- i. Auslaufflächen für Schweine;

2° die Kulturgruppe 2, unter der Bezeichnung "Baumzucht, Gemüsebau und Saatguterzeugung", besteht aus den folgenden Kulturen:

- a. Gemüsebau im Freiland;
- b. Gemüsebau im Gewächshaus;
- c. Obstbaum-Setzlinge und Zierpflanzen;
- d. Gewürzpflanzen;
- e. Heilpflanzen;
- f. Anbau von nicht als Nahrungsmittel geeigneten Pflanzen;
- g. mehrjähriger Obstbau;
- h. Obstbaumzucht mit mehr als 250 Bäumen pro Hektar;
- i. Haselnussbaum;
- j. Walnussbaum;
- k. Hopfen;

- l. Reben;
- m. Brennnessel;
- n. Engelwurz;

o. alle Kulturen und Futtergräser, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, wenn der Landwirt den Nachweis für den Vertrieb des Erzeugnisses als "Saatgut aus der biologischen Landwirtschaft" erbringt, sowie die Pflanzkartoffeln, wenn der Landwirt den Verkauf des Produkts als "Setzlinge" nachweist, und die Erdbeeren;

3° die Kulturgruppe 3, unter der Bezeichnung "sonstige Kulturen", besteht aus den folgenden Kulturen:

a. Getreide, mit Ausnahme von Silagemais; für den Körnermais weist der Landwirt den Verkauf bzw. den Eigenverbrauch des Produkts für seine Tiere als "Körnermaisproduktion" nach;

- b. Ölpflanzen;
- c. Faserpflanzen;
- d. Eiweißpflanzen;
- e. Futter- und Zuckerrüben;
- f. Kartoffeln, wenn der Landwirt den Verkauf des Produkts als "Kartoffelproduktion" nachweist;
- h. Zichorien;
- i. Hochstamm-Obstgärten mit 50 bis einschließlich 250 Bäumen pro Hektar.

§ 2. Von den Beihilfen für die biologische Landwirtschaft ausgeschlossen sind folgende Bedeckungen:

- 1° wild wachsende Pflanzendecke;
- 2° Pflanzendecke, die die Fauna fördert;
- 3° Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit;
- 4° Miscanthus;
- 5° Aufforstung von Agrarflächen;
- 6° Weihnachtstannenbäume;
- 7° Tabak;
- 8° Pflanzendecke zu Umweltschutzzwecken, die von Dritten finanziert wird (Windräder, usw.);
- 9° Brachland;
- 10° bepflanzter Ackerstreifen;
- 11° Wendestreifen;
- 12° bepflanzte Ackerparzelle.

Art. 6 - § 1. Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 findet Anwendung auf die in Artikel 3 vorgesehene Kulturgruppe 1, mit der Bezeichnung "Grünland und Futterpflanzen".

§ 2. Die in Artikel 11 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 genannten Koeffizienten lauten wie folgt:

- 1° Rinder von 2 Jahren und älter, Pferde von 1 Jahr und älter: 1 GVE;
- 2° Rinder von null bis sechs Monaten: 0,4 GVE;
- 3° Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren: 0,6 GVE;
- 4° Schafe oder Ziegen von mehr als sechs Monaten: 0,15 GVE;
- 5° Hirsche von mehr als sechs Monaten: 0,25 GVE.

§ 3. Die in Artikel 11 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 genannte bestimmte Anzahl GVE wird auf 0,6 GVE festgesetzt.

§ 4. In Anwendung von Artikel 11 § 1 Absatz 4 des Regierungserlasses vom 3. September 2015 werden Schweine und Geflügel Weidetieren gleichgestellt.

Was das Geflügel angeht, werden für die Berechnung der Beihilfe die gesamten Betriebsflächen, die als Auslaufflächen für Geflügel dienen, und nur solche in Betracht gezogen.

Was die Schweine angeht, werden für die Berechnung der Beihilfe die Betriebsflächen, die als Auslaufflächen für Schweine dienen, mal zwei in Betracht gezogen.

Unter "Auslaufflächen" werden die Betriebsflächen, die als Freigelände dienen, zu dem die Tiere Zugang haben, in Übereinstimmung mit den in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung erwähnten Bestimmungen verstanden.

Art. 7 - Der in Artikel 13 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 angeführte Betrag der Umstellungsbeihilfe wird je nach Teilabschnitt der Gesamtfläche aller sich in der Umstellungsphase befindlichen Parzellen pro Gruppe festgelegt.

Für die Kulturgruppe 1 wird der Betrag der Beihilfe je nach Größe der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

- 1° 350 Euro/ha für die ersten 60 Hektar;
- 2° 270 Euro/ha ab dem 61. Hektar.

Für die Kulturgruppe 2 wird der Betrag der Beihilfe je nach Größe der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

- 1° 1.050 Euro/ha für die ersten 3 Hektar;
- 2° 900 Euro/ha ab dem 4. Hektar und bis zum 14. Hektar;
- 3° 550 Euro/ha ab dem 15. Hektar.

Für die Kulturgruppe 3 wird der Betrag der Beihilfe je nach Größe der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

1° 550 Euro/ha für die ersten 60 Hektar;

2° 390 Euro/ha ab dem 61. Hektar.

Art. 8 - In Übereinstimmung mit Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 wird für die in Artikel 5 § 1 bezeichneten drei Kulturgruppen der Betrag der Beihilfe zur Aufrechterhaltung der biologischen Landwirtschaft nach Flächenabschnitt festgesetzt.

Für die Kulturgruppe 1 wird der Betrag der Beihilfe je nach Größe der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

1° 200 Euro/ha für die ersten 60 Hektar;

2° 120 Euro/ha ab dem 61. Hektar.

Für die Kulturgruppe 2 wird der Betrag der Beihilfe je nach Größe der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

1° 900 Euro/ha für die ersten 3 Hektar;

2° 750 Euro/ha ab dem 4. ha bis zum 14. ha;

3° 400 Euro/ha ab dem 15. ha.

Für die Kulturgruppe 3 wird der Betrag der Beihilfe je nach Größe der Gesamtfläche aller berücksichtigten Parzellen festgelegt:

1° 400 Euro/ha für die ersten 60 Hektar;

2° 240 Euro/ha ab dem 61. Hektar.

Art. 9 - Die in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vorgesehenen Ausdehnungsanträge werden anhand des in Artikel 3 § 1 des Regierungserlasses vom 3. September 2015 genannten Antragsformulars für die Beihilfe eingereicht.

Namur, den 3. September 2015

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204326]

3 SEPTEMBER 2015. — Ministerieel besluit betreffende de steun voor biologische landbouw

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuren, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D. 4, D.242, D.243 en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw, artikelen 3, § 1, eerste en vierde lid, 4, tweede lid, 5, tweede lid, 7, tweede lid, 3°, 8, eerste lid, 11, § 1, eerste, tweede, derde en vierde lid, en § 3, 13, tweede lid, 15, 20, tweede lid, 2°, en 4 en 21, tweede lid;

Gelet op het rapport van 5 februari 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid d.d. 26 februari 2015 en 18 juni 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 januari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 september 2015;

Gelet op het advies 57.817/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 augustus 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden zodat de nieuwe Europese programmering toegepast kan worden;

Overwegende dat het Waalse plattelandsontwikkelingsprogramma uitgevoerd moet worden zoals goedgekeurd door de Waalse Regering en aangenomen door de Europese Commissie op 20 juli 2015,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder « het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 » het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, dient de landbouwer een steunaanvraag in uiterlijk 31 oktober van het jaar dat voorafgaat aan het begin van zijn verbintenis.

Overeenkomstig artikel 3, § 1, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, stuurt het betaalorgaan uiterlijk 20 december voor het begin van de verbintenis een schrijven aan de landbouwer waarin bevestigd wordt dat zijn steunaanvraag al dan niet ontvankelijk is en dat de verbintenis op 1 januari e.k. begint te lopen.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, informeert het betaalorgaan de landbouwer uiterlijk een maand voor de vervaldatum van de termijn waarin de in artikel 4, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering bedoelde steunaanvraag ingediend moet worden, dat hij zich in zijn laatste verbintenisjaar bevindt.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 5, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, deelt het betaalorgaan tegen 30 juni na de indiening van de aanvraag in een document mee dat de betalingsaanvraag van de landbouwer al dan niet ontvankelijk is.

Art. 5. § 1. De gewasgroepen vermeld in artikel 8, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 zijn vastgesteld als volgt :

1° gewasgroep 1, met het opschrift "weiden en voedergewassen", is samengesteld is uit de volgende gewassen :

- a. blijvend weiland;
- b. tijdelijk weiland;
- c. snijmaïs;
- d. klaver;
- e. luzerne;
- f. andere voedergewassen;
- g. percelen met minder dan 50 bomen per hectare weiland;
- h. traject gevogelte;
- i. traject varkens;

2° gewasgroep 2, met het opschrift « boomteelt, tuinbouw en zaadproductie » is samengesteld uit de volgende gewassen :

- a. groenteteelt in volle grond;
- b. groenteteelt onder beschermingsafdekking;
- c. fruit- en sierplanten;
- d. aromatische planten;
- e. medicinale planten;
- f. niet-eetbare tuinbouwgewassen;
- g. meerjarige fruitteelten;
- h. fruitteelt met meer dan 250 bomen per hectare;
- i. hazelaar;
- j. notenboom;
- k. hop;
- l. wijngaard;
- m. brandnetel;
- n. angelica;

o. elk gewas en alle voedergrassen bestemd voor de productie van zaaizaad als de landbouwer bewijst dat het product verkocht wordt als « zaadproductie volgens de biologische methode », alsook pootaardappelen als de landbouwer bewijst dat het product als « « pootgoed » verkocht wordt en aardbeiplanten;

3° gewasgroep 3, met het opschrift « overige gewassen », is samengesteld is uit de volgende gewassen :

a. graangewassen, met uitzondering van snijmaïs; wat korrelmaïs betreft, bewijst de landbouwer bewijst dat het product als « korrelmaïsproductie » is verkocht of door zijn dieren is verbruikt;

- b. oliehoudende planten;
- c. vezelgewassen;
- d. eiwithoudende gewassen;
- e. voeder- en suikerbieten;
- f. aardappelen als de landbouwer bewijst dat het product als « aardappelproductie » verkocht wordt;
- h. cichorei;
- i. fruitboomteelt (hoogstam) van 50 à 250 bomen par hectare, inclusief.

§ 2. Er wordt geen steun voor de biologische productiemethode verleend wat betreft :

- 1° natuurlijke spontane bedekking;
- 2° bedekkingen ter bevordering van de fauna;
- 3° bosgewassen met korte rotatie;
- 4° miscanthus;
- 5° bebossing van landbouwgrond;

- 6° kerstbomen;
- 7° tabak;
- 8° bedekking voor milieudoeleinden betaald door private derden (windmolens,...);
- 9° braakland;
- 10° ingerichte strook;
- 11° met gras bezaaide perceelsrand;
- 12° ingericht perceel.

Art. 6. § 1. Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 is toepasselijk op gewasgroep 1, met het opschrift « weiden en voedergewassen », bedoeld in artikel 3.

§ 2. De coëfficiënten bedoeld in artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 zijn de volgende :

- 1° runderen van twee jaar en ouder, paardachtigen van één jaar en ouder : 1 GVE;
- 2° runderen van nul tot zes maanden : 0,4 GVE;
- 3° runderen tussen zes maanden en twee jaar : 0,6 GVE;
- 3° schapen of geiten ouder dan zes maanden : 0,15 GVE;
- 5° hertachtigen ouder dan zes maanden : 0,25 GVE.

§ 3. Het aantal GVE bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 is vastgelegd op 0,6.

§ 4. Overeenkomstig artikel 11, § 1, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden varkens en pluimvee met grazend vee gelijkgesteld.

Wat pluimvee betreft, wordt bij de berekening van de steun rekening gehouden met het geheel van de arealen van het bedrijf die voor het traject van het pluimvee gebruikt worden, beperkt tot de voor het traject van pluimvee gebruikte arealen.

Wat varkens betreft, wordt bij de berekening van de steun rekening gehouden met de arealen van het bedrijf die voor het traject van de varkens gebruikt worden, ten belope van het dubbele van die arealen.

Onder « traject » wordt verstaan de als openluchtruimte gebruikte arealen van het bedrijf waartoe de dieren toegang hebben overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering.

Art. 7. Het bedrag van de omschakelingssteun bedoeld in artikel 13, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 wordt vastgelegd per schijf totaaloppervlakte van het geheel van de percelen in omschakeling per groep.

Wat gewasgroep 1 betreft, wordt het bedrag van de steun vastgelegd naar gelang van de uitgestrektheid van de totaaloppervlakte van het geheel van de in aanmerking genomen percelen :

- 1° 350 euro/ha voor de eerste 60 hectaren;
- 2° 270 euro/ha boven de 60^{ste} hectare.

Wat gewasgroep 2 betreft, wordt het bedrag van de steun vastgelegd naar gelang van de uitgestrektheid van de totaaloppervlakte van het geheel van de in aanmerking genomen percelen :

- 1° 1.050 euro/ha voor de eerste 3 hectaren;
- 2° 900 euro/ha boven de 3^{de} tot de 14^{de} hectare;
- 3° 550 euro/ha boven de 14^{de} hectare.

Wat gewasgroep 3 betreft, wordt het bedrag van de steun vastgelegd naar gelang van de uitgestrektheid van de totaaloppervlakte van het geheel van de in aanmerking genomen percelen :

- 1° 550 euro/ha voor de eerste 60 hectaren;
- 2° 390 euro/ha boven de 60^{ste} hectare.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, wordt het bedrag van de instandhoudingssteun per oppervlakteschijf vastgelegd wat betreft de drie gewasgroepen bedoeld in artikel 3, § 1.

Wat gewasgroep 1 betreft, wordt het bedrag van de steun vastgelegd naar gelang van de uitgestrektheid van de totaaloppervlakte van het geheel van de in aanmerking genomen percelen :

- 1° 200 euro/ha voor de eerste 60 hectaren;
- 2° 120 euro/ha boven de 60^{ste} hectare.

Wat gewasgroep 2 betreft, wordt het bedrag van de steun vastgelegd naar gelang van de uitgestrektheid van de totaaloppervlakte van het geheel van de in aanmerking genomen percelen :

- 1° 900 euro/ha voor de eerste 3 hectaren;
- 2° 750 euro/ha boven de 3^{de} tot de 14^{de} hectare;
- 3° 400 euro/ha boven de 14^{de} hectare.

Wat gewasgroep 3 betreft, wordt het bedrag van de steun vastgelegd naar gelang van de uitgestrektheid van de totaaloppervlakte van het geheel van de in aanmerking genomen percelen :

- 1° 400 euro/ha voor de eerste 60 hectaren;
- 2° 240 euro/ha boven de 60^{ste} hectare.

Art. 9. De uitbreidingsaanvragen waarin artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering voorziet, worden ingediend d.m.v. het steunaanvraagformulier bedoeld in artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015.

Namen, 3 september 2015.